



22 Mars : appel Fonction Publique / Cheminots

En tant que salariés et usagers : Doublement concernés !

12/03/18

Dans les hôpitaux, les EPHAD, l'enseignement, le ras-le-bol de la dégradation des conditions de travail, du manque de personnel et de reconnaissance, du gel des salaires a fait naître des mobilisations. L'annonce de nouvelles coupes budgétaires et de plans massifs de « départs volontaires » en rajoute une couche et une large intersyndicale appelle les fonctionnaires à faire grève le jeudi 22 mars prochain.

A la SNCF, le gouvernement s'apprête à légiférer par Ordonnances pour supprimer le statut des cheminots, ouvrir le transport de voyageurs à la concurrence et supprimer à terme des milliers de kilomètres de lignes jugées « non rentables ». Là aussi, une manifestation de cheminots est prévue le 22 mars à Paris, convergeant avec celle de la Fonction Publique.

Ces attaques nous concernent à double titre. En tant que salariés, nous en subissons des similaires quotidiennement dans notre travail. Y mettre un coup d'arrêt à la SNCF ou dans la fonction publique, ce serait un signal important pour un redémarrage des luttes dans le privé. Mais cela nous concerne aussi en tant qu'usagers car nous payons les conséquences des coupes budgétaires constantes dans les services publics, que ce soit dans les hôpitaux, l'éducation ou les transports. Il faut mettre un terme à cette « déliquescence programmée ». Pour faire converger ces colères, nous appelons les salariés de Lardy à faire grève et à manifester jeudi 22 mars.

Les attaques contre la fonction publique et les cheminots sont des attaques contre tous les travailleurs

Plan de « départs volontaires » dans la fonction publique (-120 000 fonctionnaires) : ça ne vous rappelle rien ?

Abandons de missions, transfert au privé, restructurations sont à l'ordre du jour du gouvernement pour la fonction publique. L'objectif ? 120 000 suppressions d'emplois publics ! Les conséquences seraient des conditions de travail encore plus dégradées et la poursuite de la « déliquescence programmée » des services publics. Et cela pour afficher fièrement des milliards € de coupes budgétaires dans un pays qui s'oriente vers un record de versement de dividendes pour les sociétés du CAC40 en 2018 (en forte hausse par rapport aux 44

milliards de 2017 d'après l'article des Echos « *Dividendes : vers une hausse généralisée pour le CAC40* »). Ce plan de départs massif s'accompagnerait d'un recours accru à des salariés « contractuels » par les administrations (c'est-à-dire de droit privé). Avec moins de droits, plus de précarité et contraints d'accepter plus de flexibilité. **Toute ressemblance avec la situation des salariés prestataires (chez Renault par exemple) n'est absolument pas fortuite ! A Lardy, les effectifs Renault ont fondu de 30% en 10 ans et le nombre de sous-traitants a augmenté de 30%.**

Mise en concurrence ferroviaire : ça ne vous rappelle rien ?

A la SNCF, les projets du gouvernement s'appuient sur le rapport Spinetta dévoilé en début d'année. Ils prévoient l'ouverture à la concurrence du transport de voyageurs. Si une ligne est reprise par une entreprise privée, le cheminot au statut SNCF pourrait « choisir » entre : aller dans la société privée (avec un contrat privé) pour garder son activité ou changer de métier ou de lieu de vie s'il veut rester à la SNCF. **Toute ressemblance avec la situation de nombreux salariés Renault qui ont vu leur activité être sous-traitée ces dernières années n'est absolument pas fortuite !**

La CGT-Lardy appelle les salariés à faire grève jeudi 22 mars pour s'opposer aux attaques contre les salariés et pour défendre les services publics.

Manifestation à Paris : RDV à 14h de Bercy à Nation

RDV à 12h45 devant le CE pour départ collectif – inscription dès ce midi à la descente de la cantine ou par mail à cgt.lardy@renault.com



Suppression du statut des cheminots : ça ne vous rappelle rien ?

l'âge de départ à la retraite – mais pas la durée de cotisation – et garantissant « l'emploi à vie » (sauf sanction !). La SNCF veut bien sûr depuis longtemps se débarrasser des quelques restrictions que ce « statut » fait à sa « liberté d'exploiter » ses salariés. Elle embauche de nombreux salariés « hors statut » et le gouvernement voudrait tout simplement le supprimer pour tous les nouveaux embauchés pour ne pas altérer la « compétitivité » de la SNCF vis-à-vis de ses futurs concurrents.

Toute ressemblance avec les 2 accords de « compétitivité » imposés chez Renault depuis 2013 n'est absolument pas fortuite. La direction nous y explique que les usines et les centres d'ingénierie en France sont moins compétitifs que ceux des autres pays. Et qu'il faut donc que l'on soit flexible, qu'on augmente le temps de travail en usine et qu'on fasse le travail de ceux partis sans remplaçants.

Gel du point d'indice, augmentations « au mérite » : ça ne vous rappelle rien ?

Qu'est-ce que ce fameux « statut » des cheminots ? Un ensemble de réglementations concernant le déroulement de carrière, Le point d'indice (qui sert de base pour calculer le salaire brut des fonctionnaires) était gelé depuis juillet 2010 ! Depuis juillet 2016, il a connu deux augmentations ridicules de 0.6%. Les augmentations et primes « au mérite » sont introduites et utilisées pour rendre les fonctionnaires plus dociles, surtout quand il s'agit de mettre en œuvre les politiques de casses du service public. **Toute ressemblance avec la politique salariale de**

Renault n'est absolument pas fortuite. Les Augmentations Générales de Salaire à 0% pour les ETAM de 2013 à 2017, une maigre AGS de 1% en 2018. Et la petite musique de l'individualisme : « pour augmenter son salaire, il faut faire plus que son collègue et bien appliquer les consignes même si elles consistent à tuer son propre métier ».

Nous payons quotidiennement le délitement organisé des services publics

A la SNCF comme dans les autres services publics, la stratégie de communication du gouvernement est de dire que le statu quo n'est pas possible car la situation est trop dégradée. C'est totalement cynique puisque ce sont justement les politiques à l'origine de cette dégradation qu'il veut approfondir.

Quelques exemples parmi d'autres :

- Retards, suppressions de trains et fermetures de lignes, de gares, de guichets, déshumanisation des trains et des gares : c'est le lot quotidien des usagers qui subissent des choix économiques axés sur le profit et la rentabilité ! Ces « aléas » sont le résultat des politiques menées par les directions de la SNCF et des gouvernements successifs.
- Au niveau de la santé, les heures d'attente aux urgences, le manque de lits dans les hôpitaux, le manque de personnel dans les EPHAD mettent les personnels de santé et les malades au bord de la crise de nerfs.
- L'accroissement du numérique dans les administrations est un moyen, pour le gouvernement, de remplacer les agents de proximité. Cela conduit à amplifier les déserts de services publics dans les cités et les campagnes.

Cela sert à affirmer que les services publics ne fonctionnent pas. Et à justifier également la casse du statut du fonctionnaire l'accusant d'être le seul fautif dans la dégradation du service public.

Nous sommes donc concernés à double titre par ces attaques. En tant que salariés parce qu'elles font partie d'une attaque générale contre le monde du travail. En tant qu'usagers parce qu'elles vont accélérer encore le délitement des services publics avec de graves conséquences sur notre quotidien (éducation, santé, transport,...).

Nous appelons donc les salariés de Lardy à se joindre aux mobilisations de la SNCF et de la Fonction Publique le jeudi 22 mars pour montrer que nous sommes prêts à construire une riposte d'ensemble contre ces politiques destructrices.

Les privilégiés, c'est qui ?

Les « commentateurs » économiques s'en donnent à cœur joie sur les « privilèges » des cheminots alors même que le magazine Forbes vient d'annoncer son classement annuel des hommes les plus riches du monde. On y apprend que B. Arnault a gagné 7 places pour se classer 4^{ème}, qu'il y a 40 milliardaires en France et que le revenu des milliardaires dans le monde a augmenté de 18% en un an. Avec des analystes économiques qui ne voient pas le nez au milieu de la figure, rien d'étonnant que les crises périodiques du capitalisme les fassent tomber de l'armoire à chaque fois !

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»

